

ARTICLE PREMIER : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Travaux d'aménagements extérieurs pour l'accueil du public du bois de Capdeville à FRONTON.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Marché public de travaux passé sous procédure adaptée (articles 26 et 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics)

Marché comportant deux lots.

- une tranche ferme unique sur le lot n°1
- une tranche ferme unique sur le lot n°2

LOT N°1 : **Travaux de terrassements, création de cheminements et confortement de sentiers.**

LOT N°2 : **Travaux d'équipements liés à l'accueil du public, fourniture et pose de mobilier bois, aire de jeux.**

1.3 - Maîtrise d'ouvrage et maître d'oeuvre

Maître d'ouvrage :

Commune de FRONTON
Hôtel de ville
1, esplanade Marcorelle
B.P.3
31620 FRONTON

Représentée par son Maire, Monsieur Hugo CAVAGNAC

Maître d'œuvre :

Office National des Forêts.
23 Boulevard Bonrepos
31000 TOULOUSE

Mission assurée par Marc MARCHAND (06.16.17.78.20 / 05.34.09.82.15)

Office National des Forêts

marc.marchand@onf.fr

1.3 - Contrôle technique

Sans objet.

1.4 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

1.5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

ARTICLE DEUXIEME : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le détail estimatif des travaux valant BPU et DQE (DE)
- Le règlement de la Consultation (RC)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- Le mémoire méthodologique fourni par l'entreprise dans le cadre de la réponse au marché.

ARTICLE TROISIEME : Prix du marché

3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **décembre 2018** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement.

ARTICLE QUATRIEME : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

4.2- Avance

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, tel que stipulé dans l'acte d'engagement à la rubrique F2.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant minimum du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant minimum, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans le décret 2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE CINQUIEME : Modalités et règlement des comptes

5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux

Les situations sont établies en fonction de l'avancement des travaux sur les ouvrages.

Les demandes de paiement seront établies en un original et adressées au maître d'œuvre pour validation et établissement du certificat de paiement portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- l'adresse du maître d'ouvrage
- le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;

- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, selon le décret 2013-269 du 29 mars 2013 modifiant les articles 13 et 50 du CCAG travaux .

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Il pourra être appliqué la solution par attachements si l'entrepreneur préfère cette solution.

5.2 – Approvisionnements

Sans objet.

5.3 - Tranche conditionnelle

Sans objet

5.4 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance donnée dans l'acte d'engagement, précise tous les éléments et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

ARTICLE SIXIEME : Délai d'exécution - pénalités

6.1 - Délai d'exécution des travaux

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement au §E.
Le délai d'exécution est un des critères de jugement des offres et engage l'entreprise.

Le délai d'exécution s'entend hors période de préparation (fixée à TROIS semaines à compter de l'ordre de service n°1)

6.2 - Prolongation du délai d'exécution

Aucune stipulation particulière, et se traduit par avenant et de la seule décision du maître d'ouvrage sauf intempéries.

6.3 - Pénalités -

En cas de retard imputable au titulaire du marché dans l'exécution des travaux, il sera appliqué une pénalité journalière de 1/1000^{ème} du montant H.T. de l'ensemble du marché, sans plafonnement.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE SEPTIEME : Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

ARTICLE HUITIEME : Implantation

Les implantations figurent au plan de situation annexé au CCTP

ARTICLE NEUVIEME : Préparation et coordination des travaux

9.1 - Période de préparation -

3 semaines

9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, dans la mesure où les entreprises interviennent à des moments différents sur le chantier.

Il n'est pas prévu de co-activité sur le chantier.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3 - Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

9.4 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus.

ARTICLE DIZIEME : Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages avec les notices de calcul, les spécifications techniques détaillées, ainsi que le DOE sont établis par le prestataire et remis gratuitement au maître d'œuvre en deux exemplaires sous format papier (un pour la maîtrise d'ouvrage et un pour la maîtrise d'œuvre) + un exemplaire informatique.

ARTICLE ONZIEME : Installation et Organisation chantier

Aucune stipulation particulière.

En coordination avec le maître d'œuvre au moment du chantier.

ARTICLE DOUZIEME : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière.

12.4 - Documents à fournir après exécution

Un DOE est à fournir en deux exemplaires au maître d'oeuvre

12.5 - Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE TREIZIEME : Réception des travaux

13.1 - Dispositions applicables à la réception

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'oeuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

13.2 - Réception partielle et prise de possession anticipée

Sans objet.

13.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

ARTICLE QUATORZIEME : Garanties et assurances

14.1 - Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à 12 mois à compter de la date d'effet à la réception conformément au § 44 du CCAG-TRAVAUX.

14.2 - Garanties particulières

Sans objet.

14.3 – Assurances

Le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

ARTICLE QUINZIEME : Résiliations du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE SEIZIEME : Dérogations au CCAG -TRAVAUX

Le présent CCAP déroge aux articles 19.1.1 et 28.1 du CCAG travaux en ce qui concerne la période de préparation.
Le présent CCAP déroge à l'article 20 .1 du CCAG travaux en ce qui concerne les pénalités de retard.

VU ET ACCEPTE sans modification, pour servir de base à mon offre d'engagement et
valoir pièce contractuelle

A _____, le
L'entrepreneur contractant,